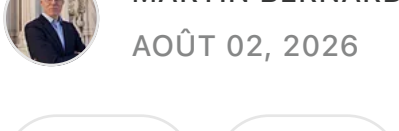


## La vision européenne du Général de Gaulle (selon un rapport déclassifié de la CIA)

Dans un rapport spécial du 13 janvier 1967, aujourd'hui déclassifié, la CIA décrit la conception gaullienne d'une Europe unie, s'étirant « de l'Atlantique à l'Oural ».



 69

 13

 13

Partager

Le Général de Gaulle exerce une fascination légitime auprès des Européens épris de souveraineté. En France, aucun parti politique n'ose défier le mythe. Mieux : tous se réclament, à intervalle régulier, de son héritage, n'hésitant pas à tordre l'histoire pour mieux servir leur propagande.

Charles de Gaulle, c'est le fondateur de la 5e République, l'ennemi des pouvoirs Américains, la figure tutélaire de la France libre, celui qui se tient au-dessus des querelles partisanses qu'il juge futiles et dangereuses. Bref, le dernier géant de l'histoire politique de l'Hexagone. Le diptyque *La Bataille de Gaulle*, sorti cet été, dépeint avec brio le personnage.

En 1967, de Gaulle est président de la France depuis presque dix ans. Il marque l'histoire par trois grands moments : son fameux cri « Vive le Québec libre ! » à Montréal, sa position sur Israël après la guerre des Six Jours (il qualifie le peuple juif d'« élite, sûr de lui-même et dominateur » - [voir la conférence de presse](#)), et son veto répété à l'entrée du Royaume-Uni dans le marché commun.

Cette année-là, la CIA a publié [un « rapport spécial »](#), aujourd'hui déclassifié, décrivant avec acuité la vision européenne du héros de la Deuxième Guerre mondiale. En voici quelques extraits choisis.

Selon De Gaulle, note la CIA, « l'Europe est déjà bien engagée dans la première phase de l'évolution en trois étapes vers l'unité continentale qu'il préconise depuis longtemps. Le développement du climat de détente en Europe l'encourage à passer à la deuxième étape - l'entente - en direction de la troisième, à savoir une coopération “de l'Atlantique à l'Oural” », incluant peut-être la Grande-Bretagne.

« ...Si nous voulons nous unir au sein d'une Europe organisée, nous affirmons que cela doit se faire sur la base de la réalité des États, et non en les anéantissant dans une intégration dont nul ne sait ce qu'elle serait... »

Charles de Gaulle, juin 1963

De Gaulle espère de ses vœux « l'établissement d'une confédération paneuropéenne souple, au sein de laquelle Paris et Moscou collaboreraient afin de maintenir l'Allemagne sous contrôle. Dans l'union qu'il envisage, chaque État conserverait sa souveraineté, mais la prépondérance de la France en tant que porte-parole de l'Europe occidentale serait garantie par sa force nucléaire. »

Quant à l'URSS, précise la CIA, De Gaulle « rejette l'idée selon laquelle l'attachement de Moscou au communisme l'exclurait de la politique européenne. »

Sur le plan économique, « l'Europe de De Gaulle constituerait une zone de libre-échange en son sein, sans pour autant exclure des regroupements régionaux plus étroitement intégrés. Sur le plan politique, elle serait composée d'États souverains exerçant l'ensemble des fonctions normales d'entités politiques indépendantes, bien que les ambitions allemandes soient maintenues sous contrôle. Cette Europe serait néanmoins suffisamment unie pour entreprendre des projets communs et fonctionnerait comme une confédération souple d'États pour les questions touchant le continent dans son ensemble. »

« Il est possible qu'une évolution se produise... qui puisse un jour nous permettre d'établir, de l'Atlantique à l'Oural, une “détente”, puis... une “entente” et... peut-être un jour une coopération... »

Charles de Gaulle, septembre 1963

L'essentiel de cette politique est exposé dès 1960, lorsque De Gaulle appelle à un renforcement des échanges commerciaux, des échanges culturels et des visites diplomatiques en Europe de l'Est et en Russie. Autant de premières étapes vers une détente à l'échelle européenne. Pour lui, l'entente devait être obtenue grâce à un certain degré de désarmement contrôlé, « y compris de la part des États-Unis », tandis que la coopération devait prendre la forme d'un effort organisé dans des domaines tels que l'aide aux pays en développement et la collaboration en matière de recherche scientifique.

La rupture sino-soviétique aurait convaincu De Gaulle que son projet d'une Europe indépendante, s'étendant « de l'Atlantique à l'Oural », devenait plus réalisable. C'est dans ce contexte qu'il a intensifié son rapprochement diplomatique avec les pays d'Europe de l'Est à partir de 1964. En deux ans, la France développa des relations politiques, économiques et culturelles avec la quasi-totalité du bloc de l'Est, culminant avec les échanges de visites entre De Gaulle et le Premier ministre soviétique Alexeï Kossyguine.

De Gaulle estimait également que sa marge de manœuvre en Europe s'était accrue en raison de l'engagement croissant des États-Unis au Vietnam, signe que Washington ne pouvait guère faire davantage que maintenir une politique de statu quo dans la zone de l'OTAN. « Cela facilita la mise en œuvre de sa décision, mûrie de longue date, de se retirer de l'OTAN - une organisation dont il estimait qu'elle portait atteinte à l'indépendance de la France et perpétuait la guerre froide », souligne la CIA.

### Méfiance envers les États-Unis et la CEE

Ce paragraphe du rapport est particulièrement révélateur de la méfiance gaullienne envers les États-Unis :

« Par ses initiatives en Europe de l'Est et contre l'OTAN, ainsi que par plusieurs autres actions spectaculaires - notamment sa campagne visant à mettre fin à la primauté du dollar dans la finance internationale -, de Gaulle a cherché à réduire le rôle des États-Unis en Europe. Il considère que l'élimination de l' “hégémonie” américaine est tout aussi essentielle à la réalisation de son rêve d'une “Europe européenne” que la réceptivité des pays de l'Est à ses ouvertures. »

En outre, ajoute la CIA, « il était résolu à empêcher l'évolution vers le supranationalisme qu'il voyait à l'œuvre dans les propositions avancées par la Commission de la CEE en 1965 dans le cadre d'un “paquet” de mesures relatives aux règles de financement de la politique agricole commune. »

### Le rôle de l'URSS

Le rôle que De Gaulle entendait faire jouer à l'URSS dans son Europe de l'avenir « n'est pas entièrement clair », relève la CIA. « La France comme l'URSS souhaitent toutes deux maintenir l'Allemagne sous contrôle. De Gaulle envisage un accord bilatéral informel avec la Russie, selon lequel Moscou ne chercherait pas à usurper le rôle de la France en Europe occidentale ni à parler au nom de celle-ci sur la scène mondiale. Paris et Moscou, les deux puissances nucléaires du continent, seraient respectivement les porte-parole de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale. Chacune disposerait de sa propre sphère d'influence, mais ces deux sphères se chevaucheraient en ce qui concerne l'Allemagne et sur les autres questions exigeant une voix à l'échelle du continent. »

Avant tout, « De Gaulle veut s'assurer que la France demeure libre de suivre toute ligne d'action qu'elle juge nécessaire. Ainsi, quelle que soit l'évolution des relations de travail entre les deux puissances, elles n'iraient pas jusqu'à constituer une alliance engageant la France aux côtés de l'URSS. Après avoir retiré la France de l'alliance occidentale, De Gaulle éviterait de s'enchaîner à une autre. Il semble convaincu que les Russes rechercheront le soutien de l'Europe occidentale si, et lorsque, la menace chinoise s'intensifie. »

### Restaurer la grandeur de la France

Selon ce rapport de la CIA, le projet européen de De Gaulle s'inscrivait avant tout dans son ambition de restaurer la puissance et le prestige international de la France.

L'auteur estime que De Gaulle considérait l'Europe comme un levier permettant à la France de retrouver un rôle de premier plan qu'elle ne pouvait plus assumer par ses seuls moyens nationaux. Le document interprète ainsi sa politique européenne comme une stratégie visant à exercer un leadership français sur l'Europe occidentale, puis, à terme, sur un espace continental plus large.

Bien sûr, la vision gaullienne fut vivement combattue par Washington et Londres. Elle remettait directement en cause leurs ambitions hégémoniques, reposant sur la vassalisation de l'Europe occidentale et le rejet de tout rapprochement entre la Russie et l'Allemagne (selon la conception exposée par H. J. Mackinder dès 1904). La démission de De Gaulle en avril 1969, après un référendum perdu, sonne le glas de sa vision, qui fut peu ou prou abandonnée par tous les présidents de la 5e République qui lui ont succédé.

Antithèse est une plateforme de partage d'idées et de débats. Elle est ouverte à tous et vise à promouvoir la culture et la pensée libre. Les articles publiés ici sont le fruit de la réflexion collective et peuvent être sujets à des débats et des échanges.

Les articles que je publie ici sont entièrement gratuits. Si vous souhaitez soutenir mon travail et le développement de mon média, Antithèse, considérez un abonnement à ce dernier et faites vivre ainsi l'information libre ! C'est ici: <https://www.antithese.info/abonnements/>

S'abonner à Antithèse, l'information autrement

Par Martin Bernard · Launched 2 years ago

Lettre d'information animée par Martin Bernard, journaliste, écrivain et fondateur de la chaîne Antithèse. Tous les mois par email.

Rédigez votre e-mail...

S'abonner

En vous abonnant, vous acceptez les [Conditions d'utilisation](#) de Substack et reconnaissez avoir pris connaissance de son [Avis de collecte d'informations](#) et de sa [Politique de confidentialité](#)



 69

 13

 13

Partager

### Discussion à propos de ce post

Commentaires

Restacks



Écrivez un commentaire...

Jacques Kerrest · 5d

Liké par Martin Bernard

Mais on n'avait pas besoin de la CIA pour savoir cela. Il suffisait d'écouter les discours de De Gaulle. Quant au pourquoi? Très simple: il y a très peu d'hommes d'état avec vision.

LIKER (10)

RÉPONDRE

PARTAGER

2 réponses de Martin Bernard et d'autres

Gindt · 5d

Liké par Martin Bernard

Merci.

En effet, la France est aujourd'hui à l'opposé complet de cette vision qui aurait pu nous apporter tant.

Dommage.

Reste à se poser la question du "pourquoi?". Pourquoi les successeurs de De Gaulle n'ont-ils pas suivis cette idée? On risque d'être taxé de complotiste si on y répond.

LIKER (6)

RÉPONDRE

PARTAGER

7 réponses de Martin Bernard et d'autres

11 commentaires supplémentaires...

meilleur

Dernier

Discussions

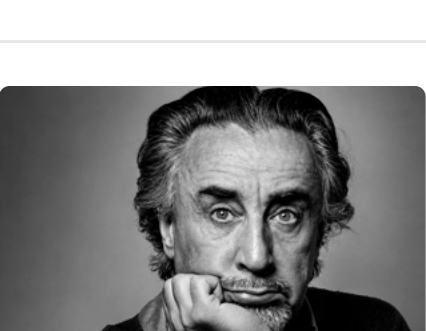
Les barbes « made in England », comment le MI6 a instrumentalisé l'islam radical en Iran



En 1953, la CIA et le MI6 renversent Mohammad Mossadegh en Iran. Ce que l'on sait moins, c'est que Londres finance dans le même temps les islamistes...

AVR. 10 · MARTIN BERNARD

Être juif? «C'est une façon de me faire chier»



Mon hommage à Romain Gary, ce grand penseur du réel - ami des femmes - dont l'esprit lucide était aussi acéré que sa plume. Après la lecture de «La...

JUIN 6 · MARTIN BERNARD

Les racines historiques de la sujétion européenne au pouvoir anglo-américain



L'assujettissement de l'Europe à Washington n'est pas un phénomène récent. Cet article retrace la genèse de réseaux d'influence dont l'héritage façonne...

OCT. 30, 2025 · MARTIN BERNARD

Voir tout

>

Tout à fait prêt. Qu'avez-vous pour moi ?

Rédigez votre e-mail...

S'abonner

© 2026 Martin Bernard · [Confidentialité](#) · [Conditions](#) · [Avis de collecte](#)

 Start your Substack

Obtenir l'appli

Substack: la plateforme pour la culture et les idées